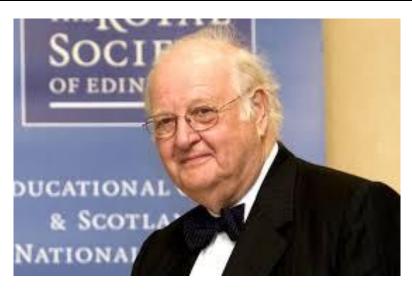
Économie(s) mondiale(s), quels enjeux pour demain?



Angus Deaton, Prix Nobel d'économie 2015

« Ralentissement synchronisé » selon le Fonds Monétaire International, récession, ralentissement économique global... Tous ces termes traduisent une véritable instabilité de l'économie mondiale. Est-ce le fruit du libéralisme économique, qui créé des superpuissances incontrôlables ? Ou bien des politiques économiques inefficaces des États ? Ou tout simplement une simple phase du cycle économique ?

C'est autour de trois controverses parues le 27 décembre 2019 dans *le Monde* que nous allons cibler les principaux problèmes qui mènent à cette récession mondiale et les solutions qu'il faudrait apporter pour tenter de relancer la croissance économique. Angus Deaton, prix Nobel d'économie de 2015, actuellement professeur à la prestigieuse université de Princeton, a décrypté les défauts de la politique préconisée par Friedman, Lawrence Summers, ancien secrétaire du Trésor américain et professeur à Harvard, a montré les erreurs politiques, et enfin Célestin Monga, conseiller économique principal à la Banque Nationale, a ciblé le sujet de l'Afrique et de son retard économique.

L'économie est-elle aussi une science sociale ? Ou doit-elle uniquement se baser sur l'argent ? Il s'agit là d'un bien grand débat, notamment mené entre deux écoles, celle de Chicago, et celle de Cambridge. Nous associons souvent « l'économie » au capitalisme, à ses dérives, aux inégalités sociales et à tout autre problème causé par l'argent, et souvent son manque, et les « économistes » au grands dirigeants des banques d'investissement et autres capitalistes dotés de pouvoirs illimités. Mais, comme nous rappelle Deaton, il n'y a pas 50 ans de cela, les économistes ou, devrait-on plutôt dire ceux qui étudièrent, l'économie travaillaient main à main avec les philosophes.

L'économie est en partie une science sociale et morale pour « l'école anglaise », qui considérait que *le bien ne se mesurait pas qu'avec l'argent*. Amartya Sen fut l'un des grands économistes à la tête de cette pensée, cet Indien, qui vint étudier en Angleterre, est l'auteur de la

Théorie du choix social, de la pauvreté relative et de l'utilitarisme. Il défendait un calcul du développement d'un pays ne se basant pas uniquement sur les richesses qu'il produit, mais aussi sur la santé et l'accès à l'éducation : il fut l'inventeur de l'Indice de Développement Humain (IDH) qu'on utilise de nos jours, et qui reflète plus l'avancée d'un pays que quelques chiffres sur sa seule richesse ou production.

Deaton nous en cite aussi d'autres. John Rawls, auteur de la *Théorie de la Justice* (1971), qui pense qu'une société doit être juste avant d'être égalitaire (à vous de nuancer ces termes, qui nous montrent que la philosophie devait faire partie de la pensée économique), encourageant ainsi la discrimination positive. Ou encore James Mirrlees et Anthony Atkinson qui travaillèrent tous deux à conceptualiser les inégalités pour mieux les mesurer et les résoudre. Enfin Kenneth Arrow et sa théorie du Choix social et des Valeurs individuelles, créa ce qu'on appelle le « Théorème d'impossibilité » inspiré d'un paradoxe de Condorcet. Il démontra grâce à ce dernier, que le rassemblement des préférences individuelles mène très souvent à un résultat global qui n'est pas cohérent avec ces préférences, autrement dit, la recherche d'un bien-être économique collectif ne peut aboutir à un résultat rationnel, si l'on prend en compte les préférences de chacun.

Pour résumer, Deaton nous montre qu'il est bien possible d'avoir une autre vision de l'économie, que certains qualifieraient de plus « humaine » ou moins « matérielle ». Mais ce qu'il chercha vraiment à dénoncer c'est la politique économique de l'« école de Chicago » dirigée par un certain Milton Friedman.

Avant d'essayer de comprendre pourquoi cette politique pose problème, nous allons d'abord en préciser les contours. Milton Friedman (1912-2006), considéré comme l'un des économistes les plus influents du XX^e siècle, fut le conseiller et bras droit du gouvernement américain. Fondateur de l'« école de Chicago », il a fortement critiqué l'intervention de l'Etat dans l'économie et les politiques économiques keynésiennes. Il a été l'un des plus fervents défenseurs du « laissez-faire » cher à Adam Smith et de la dérégulation des marchés.

Friedman est aussi le leader du monétarisme et a notamment réactivé la théorie quantitative de la monnaie. Selon celle-ci, c'est l'augmentation de la masse monétaire qui est la cause unique de la hausse des prix : « L'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire en ce sens qu'elle est et qu'elle ne peut être générée que par une augmentation de la quantité de monnaie plus rapide que celle de la production », écrit-il en 1970. Ses préconisations portèrent leurs fruits lors des crises pétrolières contre lesquelles il a recommandé une politique de lutte contre l'inflation (hausse des taux d'intérêt, réduction de la masse monétaire). Les bons points que le gouvernement des Etats-Unis a retenus, c'est que cette politique a permis une lutte contre une envolée des prix et une baisse des impôts. Mais peut-être l'a-t-on trop écouté ?

Deaton souligne le principal argument de Friedman : tenter de réduire les inégalités, c'est limiter la liberté, ce qui entraînera encore plus d'inégalités. Vaut mieux donc laisser la liberté aux marchés pour réduire naturellement les inégalités ! Le problème est que les grandes entreprises ont trop profité de cela. On assiste à un déchaînement des marchés, incontrôlables ou souscontrôles des plus riches.

Un exemple particulièrement frappant : le scandale des opiacés aux US. On assiste là à une véritable dérive des marchés. En effet, comme le gouvernement autorise les entreprises à maximiser leur rente, ces dernières cherchent toujours plus de bénéfices en s'enrichissant sur la santé publique. L'épidémie des opiacés touche les personnes qui ont des traitements qui contiennent des médicaments dérivés de l'opium, beaucoup d'américains en particulier les consomment, ce qui fait de nombreuses victimes. Mais puisqu'un grand nombre en utilisent

toujours, ces opiacés génèrent énormément d'argent. C'est ainsi que malgré le scandale sanitaire, des entreprises continuent à construire une économie autour de ces substances. La compagnie Sackler déclenche l'épidémie, Johnson&Johnson cultive du pavot pour aggraver cette dernière, l'armée américaine attaque même les réserves d'opium de l'Afghanistan pour continuer d'en produire! Pire encore, des sociétés de capital-risque (société par action dont les actionnaires investissent dans des portefeuilles financiers de valeurs immobilières non cotées en bourse) rachètent des services d'ambulances et des services hospitaliers pour pouvoir fournir des soins aux honoraires maintes fois plus élevés que la normale...

C'est en effet en laissant les marchés libres qu'on leur donne toujours plus de pouvoir, et ces derniers n'ont plus une approche philosophique et morale qui leur permet d'agir sans nuire à la santé publique. Cette sorte d'utopie libérale ne peut exister sans la dystopie sociale qu'elle crée. En outre, sans contrôle, les marchés créent non pas l'égalité promise par Friedman mais une élite prédatrice des sociétés à grand capital, qui sont omnipotentes. Enfin, à terme, ces comportements mènent à un surplus de pouvoir de la finance internationale, et a contrario, une perte de pouvoir des politiques monétaires gouvernementales qui crée des monopoles locaux qui surfacturent l'offre.

Au final, Angus Deaton appelle à une réaction des Etats et des marchés pour un retour à des situations plus morales.

Friedman mourut un an avant la crise des subprimes, et c'est justement parce que partout dans le monde des mesures non monétaristes ont été prises que les économies ont pu se relever : si les banques centrales n'étaient pas intervenues, alors les conséquences de cette crise auraient été bien plus graves. La situation économique actuelle l'atteste, comme nous le dit Lawrence Summers. Nous sommes dans une période de récession mondiale : 90% des économies fonctionnent au ralenti.

En fait, nous entrons dans une phase très complexe pour l'économie. A l'heure où le risque de conflits politiques est à son comble et que l'on suppose que dans la prochaine décennie la Banque Centrale Européenne n'atteindra pas son objectif affiché des 2% d'inflation, les gouvernements n'ont pas du tout la bonne réaction. Alors qu'une coopération internationale est attendue, on observe dans un grand nombre de pays une montée du nationalisme, du conservatisme et du protectionnisme. Toutes ayant pour but de se « protéger » de l'économie mondiale, et de ses résultats en baisse. Ainsi, on assiste à un fantasme nationaliste.

Tous les pays souhaitent fuir les problèmes de récession en s'enfermant, mais cela ne fait qu'aggraver l'activité économique mondiale. Les droites nationalistes s'installent, en Italie, au Mexique, au Brésil, en Turquie, même le Brexit illustre ce besoin de s'isoler. En Chine, cela s'accompagne de répression : prétendument rejeter la mondialisation pour tenter d'échapper à ses problèmes. En outre, comme le dit Deaton, c'est *en étudiant professionnellement l'économie que l'on devient politiquement conservateur*.

Mais cela crée un cercle vicieux. Les résultats économiques en baisse entraînent le nationalisme, qui engendre des problèmes économiques mis sur le dos de la mondialisation. Il y a alors des politiques de protectionnisme qui consistent à protéger une économie nationale face aux étrangères, ce qui va à l'encontre du libre-échange, par conséquent les investissements diminuent avec la confiance des consommateurs, et l'économie en est d'autant plus perturbée.

Face à cela, pour tenter de relancer l'économie, les politiques monétaires abaissent leurs taux directeurs (cf Controverse 63 sur les taux d'intérêts). Même si cela présente des avantages en favorisant l'emprunt, pour permettre une injection de liquidités, l'émission de 15 000 milliards d'euros de prêts à taux négatifs, ainsi qu'en utilisant à outrance le Quantitative Easing (rachat des

dettes par la BCE), le déficit budgétaire est bien trop important et cela alimente les bulles spéculatives des marchés financiers. La crise financière pourrait arriver s'il n'y a pas une coopération politique, économique, et géopolitique des pays. Mais il existe un problème que Deaton et Summers relève : l'inaction des États-Unis.

Les États-Unis sont la plus grande puissance mondiale. Et pourtant, Trump à ses commandes souhaite se retirer de l'intégration mondiale. Ils refusent de coopérer sur tous les plans, ils refusent les accords commerciaux, ne luttent pas contre le réchauffement climatique, se retirent de l'Accord partenariat transpacifique... Mais sans leur aide, il serait difficile de sauver l'économie globale. Certes, la situation actuelle est loin d'être aussi grave qu'une crise financière, mais la non réaction des Américains aggrave les faits.

Par conséquent, l'élection présidentielle de 2020 est riche d'enjeux très importants. Déjà, mettre fin au gouvernement des riches, en rétablissant des impôts plus importants pour les plus riches. Sous la gouvernance de Trump, les plus aisés payaient proportionnellement moins d'impôts que les plus modestes. Diamond, qui a étudié Mirrlees, collabore avec la démocrate Elizabeth Warren, candidate aux primaires démocrates à la présidence avant de renoncer, pour remonter le taux marginal d'opposition des plus riches. Il s'agit du taux auquel est imposée la dernière tranche du revenu dans un système d'imposition progressif. Puis, il serait mieux, dans la même optique, de reconsidérer la question de l'impôt sur la fortune, impôt que refusait Friedman car il pénaliserait un « comportement vertueux » et encouragerait le « gaspillage ».

Enfin, on attend des États-Unis plus d'investissements publics dans des infrastructures, de santé ou d'éducation, plus de prévention contre les conséquences néfastes de l'ultralibéralisme, une amélioration de la fiscalité et une orientation des entreprises pour qu'elles répondent mieux aux besoins des Américains. C'est de fait une question de paix, il faut arrêter les confrontations entre classes sociales, les guerres commerciales, le protectionnisme et les menaces envers les autres pays. Le gouvernement de Trump ne répond pas aux enjeux mondiaux, c'est pour cela en particulier qu'il faut nommer un nouveau gouvernement qui lui agira dans l'intérêt collectif, avec des méthodes plus décentes, morales et par conséquent efficaces.

Pour finir, Célestin Monga aborde la question de l'Afrique, qui de par son retard global de développement, devrait et tente de garder une place dans l'économie mondiale. D'une part, la croissance démographique y étant bien plus élevée qu'ailleurs, il faudrait pouvoir fournir des emplois décents à toute cette population. Paradoxalement, certains pays africains ont les taux de chômage les plus faibles du monde : le Niger avec 0,3%, Madagascar 1,7% ou encore le Bénin 2,1%. Cela cache bien évidemment une grande part de sous-emplois, qui génèrent peu de productivité, des emplois souvent à temps partiel, et d'autres emplois non formels. Mais cela s'explique par le fait que les Etats n'ont pas assez de marge budgétaire pour une sécurité sociale : il est donc nécessaire et indispensable de travailler pour pouvoir vivre.

D'autre part, les réponses des gouvernements pour résoudre ces problèmes ne sont pas les bonnes. Alors qu'il faudrait créer des entreprises à fort besoin de main d'œuvre, les gouvernements tentent au contraire de suivre les pays développés en investissant dans des industries dites à gros capital et dans la technologie, mais cette tentative de modernisation est malvenue puisqu'elle ne résout pas les problèmes.

En conséquence, Monga donne quelques conseils pour tenter d'y remédier. Il propose d'abord de changer les comportements et actions des gouverneurs africains, ne plus politiser le marché du travail et ne plus agir selon des intérêts personnels. Ensuite, il faudrait mettre en place des politiques budgétaires encourageant les entreprises à investir et embaucher en diminuant les

risques et incertitudes. Enfin, essayer de s'étendre à l'international, déjà en instaurant des taux de change flexibles pour être moins vulnérables, puis, avoir une stabilité macroéconomique afin de se protéger face à la concurrence internationale. Pour finir, créer une zone économique pour développer un potentiel international et attirer des investissements directs de l'étranger.

En conclusion, pour relancer la machine économique mondiale, il faudrait limiter la polarisation du pouvoir par les marchés, inciter les Etats-Unis à se joindre au reste du monde, intégrer l'Afrique, mais surtout, retrouver cette morale économique perdue, pour prendre des mesures stables, efficaces, et maintenir une croissance soutenue.

Éviter le renfermement des pays sur eux-mêmes et la montée du nationalisme est aussi l'un des enjeux les plus importants : conserver une coopération internationale et une mondialisation est indispensable au bien-être du monde. Et par le même raisonnement, aucune politique frontalière ne pourrait empêcher la migration vers les pays développés : comment demander à des personnes vivant dans la pauvreté, les conflits et victimes du changement climatique de rester dans leur pays ? C'est aussi pour cela qu'il faut aider le développement des pays émergents.

Cette coopération et entraide mondiale permettra de relever les nombreux défis actuels à savoir la lutte contre le réchauffement climatique, la pauvreté, la famine, les inégalités en tout genre et favoriser une application des droits de l'homme partout dans le monde.

Narindra MIANDRISOA (1^{ère} 3), le 23 mars 2020